

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 26 JANVIER 1979 - N° 840

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Un million pour l'Erythrée

Le peuple érythréen qui lutte pour son indépendance et qui fait face actuellement à une offensive sans précédent de la part de l'Ethiopie et de l'URSS a plus que jamais besoin de notre soutien. Pour concrétiser notre aide et répondre à l'appel lancé par le FPLE, le 21 décembre dernier, une initiative est prise actuellement par plusieurs organisations politiques et antiimpérialistes françaises. Le PCR ml s'associe à cette campagne qui vise à réunir «un million pour l'Erythrée».

Lire en page 8

Nantes : les travailleurs de Brissonneau bloquent le train Nantes - Paris

En fin de matinée jeudi, les travailleurs de Brissonneau, au moment même où se tenaient des négociations avec la direction, bloquaient le train Nantes-Paris, en gare de Nantes. Depuis le début de la semaine dernière ils occupent leur usine pour s'opposer aux licenciements.

Dans le Quotidien du Peuple du samedi 27

Contraires au sein du peuple Luites des femmes, luites de classes

Enquête :

Des jeunes Allemands de l'Est parlent de leur pays

VIVRE, ETUDIER, TRAVAILLER A LONGWY

Une marche de 10 000 enfants pour que la Lorraine vive

Ils étaient plus de 10 000, âgés de 4 à 18 ans, à converger mercredi après-midi, vers l'Hôtel de Ville de Longwy. Par les routes enneigées, ils étaient venus de tous les grands centres du Bassin sidérurgique ; depuis quinze jours chaque classe de chaque école de la région préparait cette marche des enfants lorrains.

«Sous le poids de nos efforts, l'ouvrier sera le plus fort», «Vivre, étudier, travailler à Longwy, j'y suis, j'y reste». Les banderoles du cortège exprimaient les aspirations de cette jeunesse. Pas de problèmes pour se sentir directement concernés par la politique des licenciements et du chômage. Ils sont frappés aujourd'hui en tant qu'enfants d'ouvriers : «Je m'appelle Pierre, mon père travaille à Usinor», «Je m'appelle Véronique, mon père travaille à la Chiers», les jeunes se suc-



cédaient ainsi au micro, devant le rassemblement qui, avec les familles venues les soutenir, comptera bientôt plus de 20 000 participants. Ils sont frappés en tant que futurs travailleurs, tels ceux du lycée d'enseignement pro-

fessionnel, apprentis sidérurgistes, autrement dit apprentis chômeurs, qui avaient réalisé spécialement pour la marche une maquette de convertisseur fabriqué en deux semaines dans la section chaudronnerie du lycée.

Dans toute la ville, des inscriptions «SOS emploi», «Sauvons la Lorraine». La marche des enfants illustre bien cette volonté de lutte de la Lorraine qui ne doit pas se ralentir.

Lire en page 3

TEHERAN : DES MILLIONS D'IRANIENS S'APPRESENTENT A ACCUEILLIR L'AYATOLLAH KHOMEINY

Un retour encore incertain jeudi



Jeudi matin, à l'heure où nous mettons sous presse, l'opposition religieuse confirmait le départ de Khomeiny pour vendredi à une heure du matin, ce malgré la décision du Premier ministre de faire bloquer tous les aéroports par l'armée pendant trois jours. Visiblement Bakhtiar cherche à tout prix à retarder, s'il ne parvient pas à l'empêcher, le retour de Khomeiny, mettant ce temps à profit pour déposer ses projets de lois et tenter de stabiliser la situation à son profit. L'opposition religieuse se déclare prête à l'épreuve de force, brandissant l'idée du recours à la lutte armée en cas d'intervention de l'armée ou d'ingérence américaine.

Lire en page 7

Aquitaine : l'échec de Chaban-Delmas et ses conséquences

En perdant son poste de président du Conseil régional d'Aquitaine — les voix socialistes qui traditionnellement lui permettaient de l'emporter, lui ayant cette fois fait défaut — Chaban-Delmas risque de voir sa position affaiblie au sein même du RPR, quoiqu'il dispose encore comme atouts de la présidence de l'Assemblée nationale et de ses entrées à l'Élysée.

Le scrutin qui vient d'avoir lieu en Aquitaine met aussi au premier plan dans cette région les problèmes de la gauche et ses divisions. Le PS s'inquiète de voir le PCF lui marchander son soutien pour les élections cantonales de mars alors qu'il aura grand besoin des voix PCF au second tour. En tout cas, le PCF qui a refusé de soutenir l'élection d'André Labarrère à la présidence du Conseil régional d'Aquitaine, n'a guère de motifs

d'être satisfait de ce succès socialiste. Désormais, ce sont les conseils régionaux des quatre régions du Midi qui sont sous direction PS : Midi-Pyrénées avec Savary, Languedoc-Roussillon avec Tailhades. Ce pouvoir administratif donne un certain poids aux interventions politiques des socialistes dans les 24 départements du Midi. Or, cette région est très directement concernée par l'élargissement du Marché commun, auquel le PS est favorable tandis que le PCF s'y est déclaré résolument hostile. Le PS conforte ainsi sa position au plan régional, face au PCF et au RPR, à l'heure de la campagne des élections européennes, dont l'arrière fond est constitué pour une part par cette question de l'élargissement à la Grèce, l'Espagne et le Portugal, avec ses répercussions économiques et politiques.

● Konopnicki rentre au bercail

Konopnicki, ancien dirigeant de l'UEC, vient d'annoncer sa décision de reprendre sa carte au PCF, tout en continuant de s'exprimer dans les organes de presse qu'il choisira. Il semble avoir été convaincu de revenir au PCF par des contestataires de l'UEC. Dans un texte au vitriol, il annonce ce qu'il compte faire au PCF, notamment exiger ce qu'il appelle «la déstalinisation réelle du PC» en instaurant la transparence des débats internes au PCF, une «rupture définitive du suivisme vis-à-vis de l'URSS», le «soutien aux comités d'autodéfense ouvrière de Pologne, à la Charte 77 et aux syndicats libres d'URSS», la «rupture des relations du Parti avec les fantoches de Prague, les assassins de Radom et les marchands de canons de Moscou, la lutte contre le militarisme de la bourgeoisie rouge et les guerres fratricides», la «confrontation» des positions européennes du PCF avec celles du PCI et du PCE, et une «analyse critique du comportement du Parti dans l'Union de la gauche».

Dans l'Humanité, le secrétariat du 20^e arrondissement de Paris publie un communiqué embarrassé, pour expliquer que «la cellule Blanqui, abusée sur ses intentions réelles, exprimées publiquement le lendemain, n'a pu tenir compte du contexte en dehors duquel il ne saurait être question d'examiner une quelconque demande de réadhesion».

● Elleinstein envisage un pape marxiste

Jean Elleinstein s'est produit devant l'Association professionnelle des informateurs religieux. Il a défendu l'idée qui lui est chère, selon laquelle il n'y a pas d'incompatibilité entre marxisme et christianisme. Selon lui, «un secrétaire général du PC croyant et un pape marxiste» sont tout à fait concevables.

Lors de la même réunion, Elleinstein a vigoureusement critiqué les régimes des pays de l'Est, déclarant notamment : «Je n'ai rien en commun avec des partis communistes qui nous sont aussi étrangers que le furent Hitler ou Mussolini. Je me sens plus proche de Plioutchch que de Brejnev».

HAUSSE DES PRIX

L'indice officiel des prix de décembre est de 0,5%. Pour l'ensemble de 1978, l'indice officiel est de 9,7%.

FAILLITES : + 12,6%

Le nombre de défaillances d'entreprises en 1978 a augmenté de 12,6% par rapport à l'année précédente. Il y a eu 15 589 jugements

constatant une défaillance d'entreprise.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Mme Françoise Giroud ne sera pas traitée en justice pour s'être déclarée, lors des élections municipales de 1977, titulaire de la médaille de la Résistance, à laquelle elle n'a pas droit. Le procureur de la République a estimé qu'il n'apparaît pas que Mme Giroud ait agi de mauvaise foi.

EN REPONSE AU MRG : UNE LISTE FABRE

Robert Fabre, dans les colonnes du Figaro, annonce qu'il patronnera une liste pour les États-Unis d'Europe, ou du moins qu'il déploiera des efforts dans ce sens. Cette liste serait patronnée par la Fédération pour une démocratie radicale (qui regroupe les ex-MRG exclus en même temps que Fabre) et par l'Union nouvelle pour une Europe de progrès (c'est la même chose).

Le lancement de cette idée intervient assez opportunément, après que le congrès du MRG ait laissé la porte ouverte à une liste MRG-PS, ce qui ne satisfait pas tout le monde dans ses rangs.

La manœuvre de Fabre semble bien être de jouer sur le sentiment anti-socialiste qui existe chez bon nombre de vieux radicaux. Fabre assortit d'ailleurs l'annonce de cette liste de critiques à l'intention de la direction du MRG : «si le MRG, dit-il, avait vraiment voulu négocier en position de force avec le PS sa participation sur une liste socialiste, il aurait fallu qu'il fasse part de sa volonté d'aller seul devant les

électeurs. Il aurait été en position de force au moment des négociations. Ce ne sera pas le cas, et il se présentera les mains vides devant le PS (...). Les députés ne songent qu'à leur réélection. Ils ne veulent faire aucune peine au parti socialiste. Ils commettent une erreur profonde, car le PS ne leur fera aucun ca-

deau».

Des propos qui peuvent trouver du répondant chez certains radicaux de gauche. Cela semble être le seul but de l'opération. On voit mal, sans un renfort du côté du MRG, comment une liste présentée par la très obscure Fédération pour une démocratie radicale pourrait obtenir

plus de 5% des voix, la limite pour avoir des élus à l'Assemblée européenne. Le vieux renard radical a toutefois bien précisé : «il ne s'agit pas de voir dans ma démarche une quelconque manœuvre pour ressouder la famille radicale ou élargir la majorité». Mais non, vous n'y pensez pas.



APRES LA CONFERENCE DE PRESSE DE CHIRAC : QUELQUES REACTIONS

La Lettre de l'UDF : «La raison, le bon sens, la mesure ne l'ont pas emporté (...). Favorables, comme nous l'étions depuis le début, à la constitution d'une grande équipe de France dans laquelle se seraient retrouvés tous ceux qui se reconnaissent dans la politique européenne du gouvernement, nous regrettons de voir Jacques Chirac quitter le terrain de cette façon pour mener son propre jeu : celui de la division».

Stasi, porte-parole du CDS : «Je crains que Jacques Chirac ne fourvoie le gaullisme vers un nationalisme tendu et une germanophobie malsaine, en même temps qu'il tente de capter tous les mécontentements catégoriels (...). Cela résulte d'une démarche politique négative. Ce choix peut répondre à toute arrière-pensée, à peine avouable».

gué du PS aux élections européennes : «Le président du RPR se réfugie dans un univers de plus en plus irréel, croit voir surgir le diable à chaque coin de rue et désigne sur le mode paranoïaque des ennemis imaginaires (...). Matamore en paroles, M. Chirac a capitulé en actes sous les pressions américaines avec la même soumission que M. Giscard d'Estaing».

Chirac dénonce l'intégration nationale et annonce en plus petit que, pour le chef du RPR, «il n'est pas question de censure» : M. Chirac juge la politique suivie par M. Barre dangereuse pour l'indépendance nationale. Il déclare celle-ci décisive. Mais il ne veut pas empêcher le gouvernement de perpétrer l'abaissement de notre pays.

Comme on le voit, les équivoques ne sont pas levées.

Jacques Lang, délé-

L'Humanité titre : «M.

DU BEAU MONDE AU CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

Le chargé des Affaires culturelles, actuellement adjoint au maire de Lyon, Johannès Ambre, s'était senti la plume alerte sous l'occupation. Ce monsieur, avocat à la Cour d'appel de Lyon, a publié en 1942 un traité juridique intitulé : «La condition publique et privée du Juif en France (le statut des Juifs)». Cet ouvrage a été écrit en collaboration (c'est le mot qui convient) avec le commissaire de la police nationale de Vichy, et préfacé

par le commandant de l'École nationale de police de ce même régime.

Dans cette immondice, il présente la loi du 27 septembre 1940, relative aux mesures prises contre les Juifs par Vichy comme «imparfaites, car elles n'étaient assorties d'aucune sanction». Ou encore, sur l'ordonnance du 29 mai 1942, obligeant les Juifs à porter l'étoile jaune, M. Ambre écrivait : «Ainsi protégée, la Nation française, libérée de l'hypo-

thèque juive pourra trouver à la situation tragique où elle est plongée, une solution véritablement française. Puisse ce vœu se trouver réalisé et que notre pays renaisse à la vie, à l'espoir et à la grandeur».

A l'époque, l'obscur avocat, M. Ambre, ne faisait pas mystère de son racisme. Devenu aujourd'hui un célèbre avocat lyonnais, il se garde bien d'afficher ouvertement ses opinions.

Néanmoins, le fait qu'il soit membre d'un conseil municipal qui autorise la tenue du meeting de l'Eurodroite le 6 février prochain à Lyon, en dit long sur les collaborateurs de M. Collob.

C'est dans cette même ville que M. Faurisson le théoricien de l'inexistence des chambres à gaz assure ses cours.

LONGWY LE RASSEMBLEMENT DES ENFANTS

Cet après-midi, un immense rassemblement scolaire a eu lieu à Longwy à l'appel de toutes les organisations syndicales, de l'enseignement public et privé, des associations de parents d'élèves, des organisations populaires et culturelles.

Plus de 10 000 élèves des écoles maternelles, primaires, secondaires, des CET et de IUT, étaient au coude à coude sur la place de Longwy-Bas.

Ils étaient accompagnés par des milliers d'adultes, des enseignants et de nombreux parents.

Le CES Vauban de Longwy est arrivé sur la place en scandant «*Union, Action avec les écoliers*». De très nombreux enfants, même parmi les plus petits, scandaient : «*Longwy vivra !*». Tous les élèves étaient venus de toutes parts du bassin de Longwy, Longuyon et Villerupt.

Les enfants des mineurs de fer étaient au côté de ceux de la sidérurgie.

Cette manifestation a frappé par son caractère coloré et émouvant. C'est



une preuve de plus de la vitalité du Pays-Haut. L'unique mot d'ordre de la manifestation était : «*Nous voulons vivre, étudier et travailler à Longwy.*»

Les enfants agitaient des drapeaux et des ballons qui furent lâchés après qu'un convertisseur miniature — fabriqué par les

élèves chaudronniers du CET de Longuyon — ait été symboliquement mis à feu et offert à la municipalité.

Les enfants — dont certains avaient rêvé de la tenue d'ouvriers sidérurgistes ou le costume lorrain — sont venus au micro en donnant leur nom et celui

de l'usine où travaillait leur père. Cela avait un caractère très émouvant.

Beaucoup d'adultes avaient du mal à contenir leurs larmes. Mais c'est dans une ambiance de fête avec une organisation parfaite que la dispersion s'est effectuée.

Correspondant

CEUX DE LA SNAV PRETS A TOUTE EVENTUALITE

L'Ordonnance des référés n'a surpris aucun travailleur : c'est un ordre d'évacuation dans les 24 heures. Peut-être que la nuit de mercredi à jeudi verra les sinistres uniformes noirs de la police parader dans la SNAV. Pour l'instant l'heure est à la vigilance et à la mobilisation. En cas d'intervention des flics, les sirènes des pompiers en grève sur Lyon, sonneront le tocsin, des affiches d'appel au soutien sont prêtes à être collées, et il est probable qu'une riposte des travailleurs lyonnais se déroulera immédiatement après l'agression.

Mercredi matin, jour de marche, le «*monstre*» un engin porte-grue de plusieurs tonnes, a été installé sur la place centrale de Vénissieux. Au milieu des ménagères faisant leurs courses, les travailleurs de la SNAV popularisaient

leur lutte : sur le camion de grands panneaux expliquaient la volonté de Renault de liquider la production des EPG et jeter sur le pavé 140 personnes, une collecte avec des prises de parole etc.

Côté initiatives nouvelles, une série de bandeaux auto-collant ont été tirés dans l'atelier de sérigraphie de l'usine occupée, avec

des mots d'ordres un peu «*chocs*» et imaginatifs.

Quant à la direction, elle est sortie de son mutisme. En envoyant une lettre à tous les travailleurs où elle tente de dresser un portrait du personnel contre les sections syndicales. La menace est à peine voilée : «*Il est temps que tous ceux qui refusent ce désordre se manifestent clairement pour que le travail puisse reprendre sans délai de façon à sauvegarder l'avenir.*»

Pour les travailleurs qui occupent en se relayant nuit et jour et qui participent aux actions, le moral est bon. Certes des difficultés existent. Des problèmes de rapport de force, de l'avenir de la

lutte, de la mise en échec des 140 licenciements sont au cœur des conversations. Cet après-midi au piquet de grève, un travailleur me disait : «*Nous on est là pour se battre.*» Les gars qui occupent partagent tous ce point de vue et mettent le maximum d'atout de leur côté. Quoi qu'il en soit les jours qui viennent seront décisifs.

Michel BERTEL

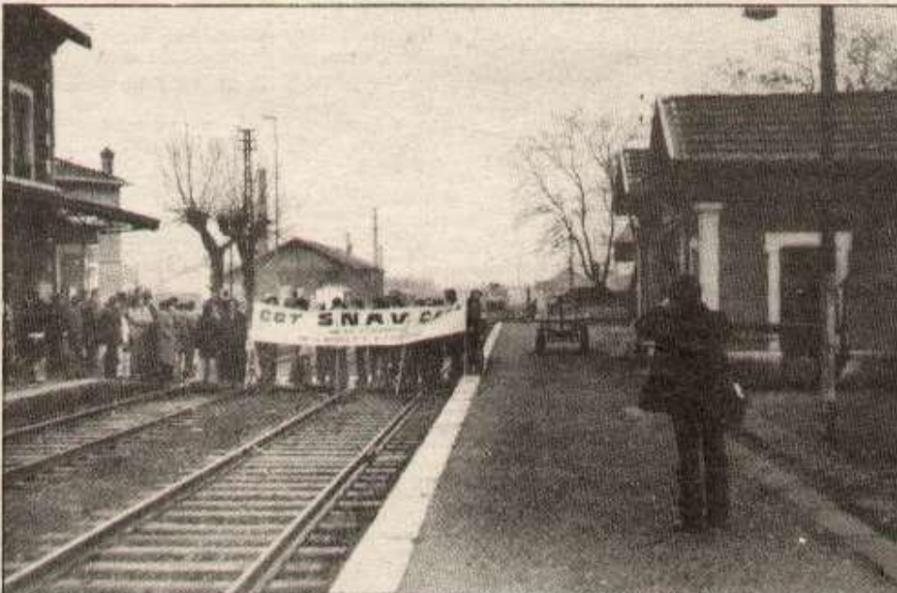
De leur côté les cellules du PCR ml ont largement diffusé sur les usines lyonnaises un appel au soutien des travailleurs de la SNAV et à être prêt à répondre rapidement en cas d'intervention policière.

PARIS : LEVÉE DES SANCTIONS AU CRP DE BRUNE

Les travailleuses du CRP de Paris Brune ont réussi, grâce à la grève, à obtenir la levée de sanctions prises par l'administration des PTT : les temps pour les repas étant trop courts, la direction avait sanctionné des employés qui revenaient en retard.

LA ROCHETTE-CENPA

Après l'annonce de 220 licenciements à la Papeterie la Rochette Cenpa de Laneuville-Nancy, les ouvriers ont occupé l'entreprise. La justice a ordonné l'expulsion des grévistes.



La situation à l'usine de Tourouvre (Orne)

L'AREACEM, usine de disques qui produit 120 000 disques par jour, est touchée par un plan de licenciements. Déjà, par le biais de la non-reprise des ouvriers partis au service militaire et des femmes en congés pour élever un enfant, les effectifs sont passés de 530 à 430 en 1 an. Aujourd'hui, pour gagner 10 centimes sur le prix de revient de chaque disque, le patron annonce 70 licenciements immédiats suivis de 50 dans quelques mois. Cette mesure s'accompagne du licenciement des responsables de la section économique.

Dès l'annonce de ce plan de licenciement (refusé par le CE), la CFDT a décidé la création d'un comité de lutte regroupant syndiqués et non syndiqués et la mise en place de

commissions. Le comité de lutte a élaboré des contrepropositions pour s'opposer aux licenciements, c'est-à-dire la répartition du travail entre tous (6 heures payées 8) et un contrôle plus serré du CE sur la gestion et les investissements de l'entreprise. Le comité de lutte réclame également le retour du travail fait à l'extérieur, le blocage des heures supplémentaires et le refus du travail sous contrat et du travail intérimaire.

Samedi 19 janvier, le comité de lutte appelait à la création d'un comité de soutien et annonçait la tenue d'une soirée le 18 février où pourront se rencontrer les travailleurs en lutte de la région.

Correspondance de l'UOP du Perche

Chrysler France : 250 licenciements à la Rochelle, chômage technique pour 3 000 ouvriers

La direction de Chrysler France a décidé de mettre au chômage technique l'ensemble de ses unités de production dans les semaines qui viennent et de licencier 250 personnes à La Rochelle afin, dit-elle, «*de ramener les stocks et les dépenses de frais généraux à un niveau compatible avec une gestion saine et équilibrée.*»

Poissy sera au chômage 5 jours, les 29 et 30 janvier ainsi que les 5, 12 et 13 février. A Sept-Fons, il y aura trois jours chômés, 8 jours à Sully, 9 jours à Valenciennes et Vieux-Condé, 11 jours à Bondy où l'on fait bien évidemment remarquer que le programme des blocs-cylindres pour l'Iran a été réduit de 30 %... Enfin, à La Rochelle 15 jours seront chômés en janvier et février.

La direction a prévu un «*plan social*» pour les licenciements à La Rochelle, afin de faire passer la chose en douceur : 15 000

francs de prime de départ «*volontaire*» en plus des indemnités légales et des pré-retraites et reclassements... Des méthodes qui ont la faveur du patronat de l'automobile puisque Renault fait de même à Berliet.

Ces nouvelles, malgré toutes les justifications rassurantes dont on les assortit, sont plutôt inquiétantes. Chrysler avait déjà chômé entre Noël et le Jour de l'An «*pour inventaire*». Cette fois, on fait état de stocks trop importants de 1 307 et 1 308. Ne serait-ce pas l'indice d'une certaine crise dans l'automobile, présentée encore aujourd'hui comme un des secteurs sans trop de problèmes ? Et surtout, que penser des promesses de créations d'emplois en France, par l'automobile, quand il devient de plus en plus clair qu'elles ne peuvent rentrer que dans un cadre de rationalisation, et donc de suppressions d'emplois ailleurs ?

● Air-France (Orly) : reprise du travail

En grève depuis plusieurs jours, les travailleurs de l'atelier de peinture d'Air France ont repris le travail mercredi. On sait que les grévistes exigeaient l'amélioration de leurs conditions de travail (local de repos aéré...), ainsi que des revendications portant sur leur repos et la retraite anticipée. La direction qui avait jusqu'ici cédé quelque peu sur les conditions de travail, se proposait de réunir jeudi «*un groupe de travail*» composé d'elle-même et des représentants syndicaux notamment. A signaler que la direction acceptait il y a quelques jours de ne réunir ce groupe de travail que dans trois mois...

Les grévistes restent toutefois mobilisés, selon un syndicaliste CFDT et ont bien signalé qu'ils ne faisaient que «*suspendre*» leur mouvement.

«*Il n'est pas question d'attendre des mois et des mois*» que la direction cède sur les revendications non satisfaites, ajoutait ce même syndicaliste CFDT dans la soirée de mercredi.

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS-USA (3)

Une région décisive pour l'hégémonie mondiale

LA politique dite de « détente » entre les Etats-Unis et l'URSS s'est principalement organisée en Europe. Loin de réduire les tensions autour de l'Europe, elle a contribué à leur donner une plus grande extension. La formidable croissance du potentiel militaire soviétique et la course aux armements qui en a résulté ont porté à un degré inégalé le niveau des armements en Europe, donnant naissance à des pressions de plus en plus importantes et contradictoires de la part des USA et de l'URSS sur les pays ouest-européens. Apparemment, les orages se sont, dans l'immédiat, détournés de l'Europe ; l'URSS soutient et permet l'agression vietnamienne contre le Cambodge, montre les dents aux pays qui développent leurs relations avec la République populaire de Chine, espérant arracher de leur part un recul. De divers horizons (sans parler des soutiens inconditionnels ou de facto de l'URSS qui justifient ses initiatives en taxant la République populaire de Chine de « belliciste »), des voix s'élèvent pour prétendre que, somme toute, une chance s'offre là de voir l'URSS détourner son agressivité de l'Europe vers la Chine et l'Asie. Le déploiement énorme des potentiels militaires en Europe, la multiplication de pressions brutales sur les pays d'Europe occidentale n'auraient-ils été que transitoires et seraient-ils appelés à se réduire à la faveur des événements récents ?

L'affirmer est méconnaître les motivations profondes qui ont conduit les Etats-Unis et l'URSS à nouer leurs relations autour de l'avenir de l'Europe, à s'y disputer l'avantage en même temps qu'ils réunissaient les moyens d'une rivalité pour la suprématie mondiale.

Les événements qui se sont développés en Europe depuis plus d'une dizaine d'années sont tributaires des résultats de la Seconde Guerre mondiale et de la division de l'Europe que les Etats-Unis ont instituée alors. Mais ils n'en sont pas la simple continuation.

L'APPARITION D'UNE NOUVELLE PUISSANCE IMPÉRIALISTE

En URSS, le retour au capitalisme au cours des années cinquante s'est prolongé dans

les années soixante par l'apparition d'une nouvelle puissance équivalente à celle des Etats-Unis et disposée à les supplanter. Elle se manifesta ouvertement lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, qui mit fin aux rêves caressés par les pays ouest-européens et les



L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en témoigne : l'URSS considère l'Europe de l'Est comme son empire. Mais elle veut plus. C'est l'Europe de l'Ouest qu'elle veut arracher aujourd'hui à la sphère d'influence des USA auxquels elle dispute l'hégémonie mondiale.

Etats-Unis.

Ceux-ci pensaient, après la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, avoir l'occasion de pénétrer sur les marchés et dans les pays de telle sorte qu'une harmonie durable se créerait, fondée sur la supériorité économique et technologique des pays occidentaux.

Au lieu de ce rêve, la réalité fut que l'URSS affirma ses ambitions, révéla à la fois sa puissance et son absence d'hésitation à l'utiliser pour briser des processus que la supériorité économique des pays occidentaux pourrait leur permettre de mettre à profit. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en est un exemple.

LA RIVALITÉ POUR L'HÉGÉMONIE MONDIALE

Ainsi ont commencé d'agir sur la scène mondiale deux puissances équivalentes, surclassant largement les puissances rivales, les autres impérialismes, ainsi que le manifestent clairement le niveau de leurs arsenaux militaires et le rythme de leur développement.

L'URSS compense, par la militarisation de son économie et la croissance accélérée de ses forces militaires, son infériorité économique. Chacune des deux puissances dispose dans le monde d'immenses zones de domination et zones d'influence, sur lesquelles s'appuient leurs ambitions.

Mais l'une comme l'autre n'ont de cesse de s'étendre, de supplanter définitivement sa rivale. Les Etats-Unis comptaient d'un côté s'appuyer sur les contradictions entre Moscou et certaines capitales d'Europe de l'Est pour dissocier le bloc soviétique. Les Soviétiques modifient, d'un autre côté, à leur profit la disposition des forces dans le monde en s'établissant en Afrique, sur les rives du Golfe, en Asie du Sud-Est.

Les deux puissances s'affrontent pour l'hégémonie mondiale et sont les seules à pouvoir y prétendre. Cet affrontement ne peut connaître d'issue que lorsque l'une des deux superpuissances pourra prendre un avantage décisif sur l'autre. Plus exactement, l'URSS ne peut prétendre parvenir l'emporter sur les Etats-Unis de manière définitive si elle ne les prive de leurs positions essentielles dans le monde.

L'EUROPE POINT CLÉ DE LA RIVALITÉ

La place qu'occupe l'Europe de l'Ouest est à cet égard tout à fait décisive. Les Etats-Unis ont besoin de la maintenir dans leur zone d'influence pour rester une puissance prétendant à l'hé-

gémonie mondiale. C'est là qu'ils ont constitué, face à l'URSS et sur les marches de son empire, un dispositif militaire puissant qui comprend les deux tiers de leurs têtes nucléaires, leurs flottes les plus puissantes et 350 000 de leurs soldats.

Ils sont parvenus à maintenir les pays d'Europe occidentale dans une situation d'interdépendance, sur une base d'inégalité en leur faveur. Ils s'appuient, pour conserver cet état de fait, sur la dépendance dans laquelle les pays ouest-européens se trouvent largement à leur égard pour assurer leur défense, dans le cadre de l'OTAN, face à l'intensification des pressions militaires soviétiques.

Mettre la main sur l'Europe serait pour l'URSS la garantie de toucher les USA au cœur, de les réduire de l'état de puissance mondiale à celui de puissance régionale. Par ailleurs, c'est en Europe occidentale, Allemagne et France notamment, que l'URSS recherche les technologies qui lui font défaut. Pouvoir en disposer plus complètement, dans le cadre d'une coopération économique qu'elle dominerait, est pour l'URSS une perspective qui lui assurerait, si elle se réalisait, une domination sans partage sur le reste du monde. La domination de l'Europe occidentale serait pour l'URSS l'élément décisif de l'empire qu'elle a entrepris de se tailler.

Aussi bien, les fondements de la politique de « détente » en Europe engagée par l'URSS dans les années soixante-dix se trouvent-ils ici.

C'est pourquoi la détente s'est matérialisée, pour les pays d'Europe, par une aggravation de l'oppression soviétique à l'Est et une croissance formidable de la pression militaire à l'Ouest en même temps que par des tentatives de pénétration accélérées. Si les événements récents dans le reste du monde révèlent plus que jamais les ambitions mondiales de l'URSS, en même temps qu'ils sont une étape de leur réalisation, celles-ci ne peuvent aboutir qu'en prenant un avantage décisif sur les USA en mettant la main sur l'Europe occidentale.

Celle-ci constitue ainsi l'enjeu stratégique de la rivalité USA-URSS. Tôt ou tard, mais nécessairement, c'est sur le champ de bataille européen que l'affrontement décisif doit avoir lieu. C'est être dangereusement aveugle que s'imaginer que les guerres russes en Afrique et en Asie vont réduire les menaces qui pèsent sur l'Europe. Parce que c'est l'enjeu stratégique, c'est sur elle que vont peser d'abord les conséquences de ces guerres. Si la position mondiale de l'URSS devait s'en trouver renforcée, ses possibilités d'intervention en Europe n'en seraient que plus importantes et leurs manifestations n'en pourraient être que plus agressives.

L'Europe dans le monde

Le poids de l'Europe dans le sens étroit de la CEE à neuf se mesure en termes comparables à ceux de l'URSS et des Etats-Unis : la CEE a une population de 259 millions d'habitants, l'URSS de 256 millions, les USA de 216 millions. Sa production d'acier est de 126 millions de tonnes, celle de l'URSS de 146 millions et celle des USA de 115 millions. Sa production d'électricité est de 1 114 084 milliards de kilowatt-heure, celle de l'URSS de 1 111 470 milliards, celle des USA de 2 251 700. Représentant un tiers du commerce mondial, elle est de loin la première force commerciale. Si près de la moitié de son commerce est effectué entre les pays de la CEE, eux-mêmes, ce qui traduit une certaine intégration de la production industrielle, l'impression de puissance que pourraient laisser les données statistiques brutes, est contrebalancée par le fait que les économies associées dans la CEE, tout en recherchant une certaine coopération, se livrent à une compétition permanente et souvent aiguë. D'autre part, les pays européens doivent compter avec les entreprises américaines implantées en Europe dans des secteurs aussi importants que l'aéronautique, le nucléaire et l'informatique. A la puissance économique ainsi morcelée s'ajoute l'inexistence d'une politique de défense européenne commune, celle-ci relevant de l'OTAN et étant pour l'essentiel dépendante du « parapluie nucléaire » américain.

L'Europe et la puissance américaine

L'Europe occupe une place importante pour les Etats-Unis. Au cours des années soixante, ceux-ci ont accéléré leurs investissements dans les pays d'Europe occidentale, notamment dans les pays de la CEE, à tel point que celle-ci est devenue en 1970 le premier zone d'investissements américains à l'étranger. Du point de vue commercial, la CEE est le premier partenaire des Etats-Unis qui sont son premier fournisseur. Le déploiement des entreprises américaines en Europe leur a permis de s'emparer d'une partie du potentiel technologique et humain. D'autre part, en tentant de ruiner les efforts européens ou de certains pays européens, de se doter de technologies de pointe propres, les USA visent à maintenir et à asseoir, au niveau mondial, la suprématie américaine dans des secteurs décisifs. Ces manœuvres se sont accentuées au cours des grandes mutations des années soixante-dix : parce que l'unité des pays européens restait très partielle, les USA ont utilisé à leur avantage l'effondrement du système monétaire au cours des années soixante-dix, contraignant les pays européens et notamment la France, à accepter une dépendance accrue de leur stabilité financière à l'égard des fluctuations du dollar. Cette situation a été sanctionnée par l'accord de la Jamaïque du 8 janvier 1976 qui démonétisait l'or. La tentative de mettre en place un système monétaire européen vise à faire face à cette pression américaine. De même, les pays de l'Europe de l'Ouest ont été amenés à passer des accords dans divers domaines économiques et à coopérer, seul moyen qui s'offrait à eux pour espérer concurrencer la gigantesque puissance économique américaine. Même alors ils n'ont pu jusqu'à présent remporter de succès notables comme en témoignent par exemple l'échec du Concorde ou les avatars du nucléaire. Ainsi la France, l'Allemagne et d'autres pays européens ont passé des accords pour la construction de surrégénérateurs mais leur réussite demeure problématique car les USA disposent de bien des moyens pour faire obstacle à leurs commercialisations.

Centre de l'Abbaye de Pontigny (Yonne)

LES GREVISTES AU SIEGE DE LA DIRECTION

Après s'être fait tabassés la semaine dernière par les flics, les grévistes, stagiaires et éducateurs du centre de reclassement professionnel de Pontigny

Rue Ordener, 185 bis à Paris, au fond d'une cour lumineuse, se dresse un bâtiment aux allures austères, au fronton duquel trônent d'immenses lettres au sigle de l'ADAPT. Cette association gère une trentaine de centres. Celui de Pontigny en fait partie. Dirigé par un général de réserve nostalgique des casernes, Pontigny a un régime proche du centre de redressement. Les stagiaires depuis la fin novembre sont entrés en lutte précisément contre les méthodes de Bourgogne le directeur (mais comment cela se passe-t-il dans les autres centres ?), après que

les tentatives de dialogues aient échoué. La lutte s'est durcie au fil des jours, avec des péripéties dont se seraient bien passés les stagiaires (Cf QdP n°836).

DIALOGUE DE SOURDS

L'ADAPT n'entend rien, ne voit rien. Aussi les stagiaires et les éducateurs grévistes, tous menacés de renvoi ou de licenciement, ont-ils décidé de monter au siège de l'association ; un Conseil d'administration est prévu ce mercredi. Il n'en faut pas moins pour que les grévistes affrontent un car. A 18 h 30, ils dé-

jà une vingtaine de kilomètres d'Auxerre) continuent la lutte. Après avoir manifesté à Auxerre contre la répression policière dont ils ont été

cident de pénétrer au siège, à une cinquantaine. La direction était prévenue ; une voiture de flics banalisée était garée sur le trottoir d'en face. Les stagiaires dans le hall, on semble s'affoler dans les étages supérieurs. Deux directeurs sont là, qui font chercher Madame la présidente. Elle descend l'escalier, essayant de conserver une attitude « noble ». Une grosse croix en métal précieuse semble l'attirer vers l'avant, on la soutient. On s'enquiert innocemment des motifs qui valent cette intrusion. Un stagiaire lit la motion : « Les stagiaires et éducateurs grévistes de

l'ADAPT de Pontigny exigent... »

— « Exigent ! » s'exclame la présidente horrifiée.

— ... que leurs revendications légitimes soient prises en considération par le siège. Nous nous élevons contre la répression policière du 16 janvier, les menaces de licenciement (...), les menaces de renvoi (...). Nous exigeons la poursuite de négociations sur le juste cahier de revendication des stagiaires après que soient levées toutes les sanctions et toute menace de renvoi.

— « Nous disons fermement, croyez-vous que ce soit acceptable par une direction ? » répond froidement la présidente.

Un dialogue de sourds s'engage, la présidente n'est au courant de rien, ou le laisse supposer. Mais où donc sont passés les télégrammes, les lettres, et le projet de règlement inté-

victimes, et avoir constitué un comité de soutien, les grévistes sont montés ce mercredi à Paris, où siégeait le Conseil d'administration de l'ADAPT.

rieur des stagiaires ? Même la lettre du Comité d'établissement de Pontigny qui accuse la direction du centre de ne pas être tout à fait « comme il faut » n'est pas parvenue ? Les grévistes sentent le sang bouillir dans leurs veines. Les directeurs et la présidente tiennent le crachoir pour une leçon de morale. Les stagiaires expliquent bien haut qu'ils ne sont pas venus pour ça. Deux délégués et deux éducateurs sont élus pour porter les revendications au Conseil d'administration. Ils reviennent quelques temps après. La réponse est négative. Les grévistes hésitent, certains voudraient aller plus loin, mais la majorité n'est pas prête, ils ressortent. « La prochaine fois, ça ne se passera pas comme ça, on se préparera mieux » déclare un gréviste.

Pourtant les grévistes

ont toujours le moral, la lutte va continuer. Comme un handicapé, intervenant au nom du CLH (Comité de lutte des handicapés) venu apporter son soutien, le précisait : « Pour que le handicapé puisse acquérir sa liberté, et ne soit pas considéré comme un sous-être, votre lutte est importante, il faut la renforcer, elle fait partie de la lutte contre les ghettos » et de conclure : « La lutte des handicapés n'est pas une lutte marginale, c'est aussi la lutte des travailleurs ! ». En tout état de cause, ils se heurtent aux mêmes méthodes intransigeantes, à la même répression.

Pierre CHÂTEL

Pour tout soutien :
Bourse du travail d'Auxerre.
UD-CFDT, lutte de l'ADAPT.

Témoignage d'un stagiaire

Stagiaire dans le coma...
...docteur les mains dans les poches...

« Pour un état fiévreux, le docteur du centre m'avait reçu, me disant que c'était une grippe... Mais après j'étais rentré à l'hôpital et après maintes radios et prises de sang, on m'a dit que c'était une pneumonie que je couvais. Je suis resté un mois à l'hôpital avec cette pneumonie-pleurésie. Je retourne au centre, où je fais une crise, de dépression... Le lendemain matin, une femme de ménage m'a retrouvé par terre, elle a averti le directeur après avoir téléphoné au service médical qui a appelé le docteur du centre, en lui disant : « Monsieur... est dans le coma, semble-t-il ». Le docteur aurait répondu : « J'en ai rien à foutre de ce qui se passe dans le

centre, je ne suis pas en heure de travail, faites ce que vous voulez » ; c'est la réponse qui m'a été retransmise ensuite. Le directeur est venu sur les lieux, ils ont téléphoné au SAMU (service d'urgence), qui est arrivé une demi-heure plus tard. Les ambulanciers ont dit : « On ne pourra pas le transporter, c'est un gars qui est dans le coma, dans cet état, il risque de mourir en cours de route ». Ils ont fait ce qu'il fallait : bouche à bouche, me débloquent la mâchoire, mais il n'arrivaient pas à me ranimer. Ils ont alors appelé le SMUR (réanimation d'urgence), ça a pris du temps, ils n'arrivaient pas à le joindre. Le docteur du centre est arrivé en même

temps que le SMUR. Lui était les mains dans les poches, et regardait ce qu'il se passait. Les gars du SMUR ont fait le nécessaire, en disant au directeur : « Si on l'avait laissé encore dix minutes par terre, ce gars aurait crevé ! ».

un infirmier s'est approché de monsieur Bourgogne (le directeur) et lui a dit : « Le docteur du centre n'a rien fait pour M... (le stagiaire), pour lui venir en aide ». Et paraît-il que Bourgogne lui a répondu : « Laissez couler, ça ne vous regarde pas... »

Le docteur du centre aurait eu un cabinet à Ligny-le-Châtel, il aurait fermé... faute de clients.



Madame la présidente, contrainte d'écouter les grévistes.

A sonner aux portes, vous risquez l'internement !

Le 3 décembre dernier, Melle Deroux, 53 ans, après une soirée, voulait rendre visite à une de ses amies, rue des Saints Pères, à Paris ; mais elle a oublié l'étage. La concierge étant absente, et la liste des habitants de l'immeuble ne figurant pas dans l'escalier, elle sonne au premier : pas de réponse. Second étage, même opération, où quelqu'un lui répond au travers de la porte (méfiance...) que la personne requise n'est pas connue. Troisième étage, la réponse lui indique que son amie habite à l'étage au-dessus.

Son amie est absente ; Melle Deroux s'apprête à laisser un mot signalant sa visite, lorsque des flics font irruption, et l'embarquent au commissariat, puis à l'infirmerie de la préfecture de police de Paris. De là, elle est envoyée à l'hôpital psychiatrique de Ville Evrard, avec traitement aux neuroleptiques. La loi de 1838 est encore en vigueur ! Qu'a donc, d'un tant soit peu exubérant, le fait de requérir auprès de personnes étrangères une précision égarée ? Comment justifier l'intervention des flics, sinon entres autres, par le climat d'insé-

curité entretenu par les média ? Mais la préfecture a ses archives... Elle a retrouvé la trace d'un précédent internement volontaire de la victime, et ce, il y a de nombreuses années...

Depuis le 3 décembre, Melle Deroux subit l'internement abusif, qu'une loi inique et ancestrale permet sous la simple signature d'un notable, ici le préfet de police de Paris, et ce malgré les interventions de la victime et de personnes extérieures qui réclament sa libération immédiate. La machine administrative s'enfoncé dans des dédales kafkaïens. Les requêtes auprès de tribunal de Bobigny restent aussi lettres mortes... La psychiatrie permet ainsi, sous des aspects tout à fait légaux, à la répression de s'abattre sur n'importe quel individu, et en silence... pour quelque motif que ce soit.

La Chine sur Europe 1 et Antenne 2

Vendredi 26 et samedi 27 janvier, Europe 1 émettra depuis Pékin : ce sera la première fois qu'une station de radio occidentale réalise ainsi des émissions à partir du territoire de la République populaire de Chine. Plusieurs journalistes et animateurs de Europe 1, dont Etienne Mougéotte, Jean-Pierre Joulin, Stéphane Collaro, Jacques Martin, participeront aux émissions prévues. Les émissions qui seront transmises en direct, (il y a un décalage de sept heures entre la Chine et la France) traiteront, entre autres, de la vie quotidienne en Chine. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang-Hua, doit également parler dans ce cadre de la politique de modernisation dans laquelle est engagée son pays. Ces émissions sont réalisées à l'oc-



Dans une rue de Jinan (Shandong), une affiche d'un film de Charlot « Les temps modernes » y est actuellement projeté.

casation du Nouvel an chinois qui est le 27 janvier.

Par ailleurs, la deuxième chaîne de télévision française diffusera ce lundi à 21 h 30, dans le cadre de l'émission *Question de temps*, un reportage sur la Chine. Trois journalistes d'Antenne 2 ont en effet filmé la Chine pendant

quarante jours, durant lesquels ils se sont entretenus avec des hommes et des femmes occupant des fonctions très diverses.

A noter aussi, le début des projections en Chine d'un des chefs-d'œuvre de Charlie Chaplin : « Les temps modernes ».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

QUELQUES NOTES DE PRAGUE

Par Jan Rolde

ROZVADOV. La frontière semble se passer plus facilement qu'il y a quelques années. La fouille des voitures est toujours effectuée mais de façon moins minutieuse. Ça c'est pour rentrer ; par contre, à la sortie, c'est toujours aussi tracassier.

Ensuite, la route. A Plzen il fait déjà nuit. La ville est déserte, les bâtiments sombres accentuent l'impression de tristesse. Seules quelques lumières émergent des rares tavernes — Kavarina — il est vingt heures, la ville semble abandonnée.

L'arrivée à Prague est toujours un instant privilégié. Le château Hradcany illuminé domine la ville : le pouvoir est en haut. En passant le Vltava par le pont Maje, premier étonnement : la rénovation du pont Charles est terminée. Rénovation interminable, l'argent de l'UNESCO ayant servi à peu près à tout sauf au pont. Plus loin, le théâtre national Narodni Divadlo aussi en travaux, fait face au fleuve.

DANS UNE AUBERGE DE MALA STRANA

Le lendemain matin, j'ai rendez-vous dans une auberge du quartier de Mala Strana avec quelques amis, plusieurs sont étudiants, un est chimiste. Aussitôt, les questions sur des sujets divers : «*Que dit-on à l'Ouest du nouveau Pape ?*», «*Quand pourrions-nous voyager librement ?*»

puis «*L'occupation des Soviétiques nous humilie*», «*Nous sommes au parti parce que cela est inévitable si nous voulons vivre*». Entre deux bières, Pavel parle du groupe pop «*Plastic People*», dont les membres sont passés en procès il y a un peu plus d'un an, et dont l'un deux est toujours en prison. Pavel n'aime pas, mais son soutien est total : «*Ils ont le droit de s'exprimer*». La conversation continue à bâtons rompus. Ivan explique qu'il est marié depuis plusieurs années ; il a un enfant, mais il est obligé de vivre avec ses parents, dans un tout petit deux pièces. Car le manque de logements est criant, et les loyers sont de plus en plus élevés. Dans les conditions où Ivan et sa femme sont logés, les relations entre les deux familles s'en ressentent : elles sont de plus en plus tendues. Il parle ensuite de la culture, des écrivains impossibles à lire parce que mis à l'index : Kundera, Klima, Skvorecky, Kohout et d'autres, qui sont en opposition ouverte avec le régime ou simplement s'en démarquent dans des écrits, des pièces de théâtre, utilisant souvent l'arme de l'ironie dans leur description du régime. La discussion est animée. Mes amis ont besoin de confier leurs préoccupations à l'étranger que je suis. Visiblement ils étouffent.

Dans les quartiers du centre, là où l'on trouve la plupart des

commerces, beaucoup de monde. Par-ci, par-là, des queues. Les Praguais, notamment ceux qui sont employés dans des bureaux, tâchent de s'arranger pour faire leurs achats pendant les heures de travail, ce qui leur permet de trouver en général le nécessaire. Malheur aux retardataires qui ont attendu consciencieusement l'heure de la sortie ; eux risquent fort de ne plus trouver ce qu'ils veulent. Depuis quelques années, il est net cependant qu'un certain effort a été fait pour les biens de consommation. Le gouvernement joue sur l'aspect économique pour installer une normalisation qui a beaucoup de mal à se réaliser du point de vue politique. Et il est obligé de tenir compte de l'attrait que peut représenter l'Ouest du point de vue des biens de consommation. Il espère pouvoir contenir ainsi un mécontentement latent. Pour vivre à Prague, il est indispensable d'avoir des «*relations*», le système D est roi. Pour chaque besoin, il est prudent de payer des sommes parfois importantes (médecins, dentistes, etc.) en plus des honoraires officiellement établis. Un dentiste n'hésitera pas à vous prendre en priorité et à vous consacrer un long moment, y compris aux dépens des gens qui avaient pris rendez-vous de longue date, si vous êtes en mesure de le payer en devises étrangères. Ou bien vous

attendez plusieurs semaines pour avoir un rendez-vous si vous n'êtes pas en mesure de payer un «*pot-de-vin*».

mique plus hardie et entraîne de fait une répression ferme mais circonscrite des opposants, afin de les isoler.

CONTRE LE MUR DU SILENCE

Le comité «*pour la défense des personnes injustement poursuivies*», fondé il y a près de huit mois par les animateurs de la Charte 77 a entrepris une enquête pour lutter contre le black-out imposé par les autorités sur les poursuites et condamnations pour «*délits politiques*». Le comité a déjà recensé plus de cinquante personnes, en grande partie des ouvriers, condamnés «*en silence*» pour de tels délits.

SABATA : «*J'AI APPRIS MA LEÇON !*»

Au cours de son récent procès, Sabata, à qui le procureur demandait s'il n'avait pas tiré les conclusions de son premier procès de 72, où il avait déjà été condamné à six ans et demi de prison, pour son action en faveur des droits de l'homme, a répondu : «*J'ai appris ma leçon, et je sais que je continuerai à parler bien haut comme je l'ai toujours fait (...). L'homme n'est pas un chien, il doit vivre libre*».

«*QUI NE VOLE PAS L'ÉTAT VOLE SA FAMILLE*»

Autre exemple : un ami m'a raconté que pour faire réparer sa voiture il avait dû verser mille couronnes (1) en «*pot-de-vin*». Le responsable du garage se contentait de passer de temps en temps pour ramasser ce surplus de salaire qui peut parfois faire quadrupler ses revenus. C'est pareil pour l'essence : vous aurez toujours des chances d'en trouver si vous possédez des devises étrangères, sinon c'est bien moins sûr.

«*Qui ne vole pas l'État vole sa famille*», ce slogan se retrouve constamment. Aussi pour le change, les touristes sont sans cesse sollicités, surtout par des jeunes à la recherche de devises occidentales. Ces devises sont indispensables pour acheter les marchandises venues de l'Ouest, que l'on trouve dans les magasins Tuzex (2) ; mais aussi pour un éventuel voyage «*là-bas*». Le cours est environ trois fois plus élevé qu'à la banque, soit six couronnes pour un franc au lieu de deux normalement. Le marché noir, bien connu de tous, est toléré par les autorités. Il est devenu indispensable dans la mesure où les circuits de distribution habituels ne font pas face ; mais surtout il a une fonction idéologique efficace en tant que palliatif libéral «*autorisé*». Parce que, en fin de compte, pour les responsables ce ne sont pas seulement les Chartistes qui sont dangereux, mais aussi le quota des mécontents susceptibles de basculer de leur côté. Ceci justifie une politique écono-

TROIS CATEGORIES DE PERSONNES

Pour les autorités, il y a en gros trois catégories de personnes. Ceux que l'on pourrait appeler les citoyens ordinaires, et puis les signataires de base de la Charte 77, pour les droits de l'homme, pour qui il serait soi-disant possible — après autocritique — de regagner leurs fonctions. Et les personnalités signataires, «*les mouillés*» que les autorités veulent isoler en les présentant comme des hors-la-loi : ceux que la police voudrait expulser.

Depuis peu un certain élargissement de la répression se fait jour en touchant des personnes qui n'ont pas signé la Charte, tel Ildom Klima, écrivain, mondialement connu, interdit de publication, qui vit de ses droits d'auteur venant de l'Ouest que le pouvoir veut bien lui donner et à qui on a coupé le téléphone. Aussi Jaromir Savrada, typewriter, dont on est sans nouvelle depuis son arrestation qui remonte à plusieurs semaines. A cet égard, le cas de Jiri Grusa est très explicite : auteur du roman *Le Questionnaire*, édité clandestinement par «*Petlice*», une dizaine d'exemplaires qui passent de mains en mains, a été arrêté puis relâché. S'il était jugé, les autorités remettraient en cause toutes les éditions clandestines plus ou moins tolérées (3). Depuis deux ans maintenant, que la Charte existe, l'effet de mimétisme provoqué par les conditions de vie a augmenté le nombre des signataires dans des proportions importantes — à constater que de plus en plus les ouvriers s'y engagent, ce qui ne sera pas sans conséquences pour l'avenir. Cet effet ne risque pas d'être comblé par le processus de catharsis espéré en développant l'attrait de la «*société de consommation*» car de ce point de vue là, la Tchécoslovaquie, dépendante de l'Ouest (technologie) et de Moscou (pétrole, gaz, etc.) n'a pas les moyens de réaliser cette politique sans aggraver son endettement donc sa dépendance.

(1) 1 000 couronnes : à peu près l'équivalent de 15 jours d'un salaire moyen.

(2) magasins Tuzex : ils sont encore peu nombreux : à Prague on en trouve une dizaine. Ce sont des magasins où l'on ne peut acheter qu'en devises étrangères ou en bons Tuzex qui sont achetés en couronnes mais à un prix fort élevé. Autant dire qu'ils excluent la grande masse du peuple. D'ailleurs, chaque magasin Tuzex, qui est toujours plus spécialisé dans un domaine, fait figure de magasin de luxe. Par exemple, un magasin Tuzex d'alimentation est dans le style des magasins Fauchon à Paris.

(3) Le roman de Grusa sera publié prochainement en français par les Editions Gallimard.



Rue de Prague

14^e Conseil national palestinien

L'UNITE CONTRE CAMP DAVID ET LA CAPITALUTION

Le Conseil National Palestinien a terminé ses travaux le 22 janvier par l'adoption d'un programme d'unité nationale que toutes les organisations ont accepté.

C'est la première fois depuis le Conseil National de 1973 que les organisations du «Refus» souscrivent au programme politique. C'est un pas important dans la réalisation de cette unité, malgré des divergences d'appréciation de points particuliers. Habache, le leader du FPLP, avait déclaré que son orga-

nisation pèserait de tout son poids pour la réalisation de l'unité nationale, même si elle n'est pas d'accord sur la question du dialogue avec la Jordanie. Mais le FPLP avait, dès le début des travaux du Conseil, décidé de ne pas intégrer le Comité Exécutif. Pour lui, cela n'est pas un obstacle à l'unité.

D'autre part, deux nouveaux fronts ont demandé leur intégration au Conseil National, ce qui est fait mais leur demande d'être présents au Comité Exécutif a été repoussée et peut être l'objet de discussions

de la prochaine session. Ce qui aboutit à une composition du Comité Exécutif identique au sortant : 2 membres du FATH, dont le président (Yasser Arafat et Farouk Kaddoumi) le FDLP, la Saïka, le FLA et le FPLP-CG ont chacun un membre. Les 9 autres membres n'appartiennent à aucune organisation. Un projet d'unification des forces militaires, en intégrant l'Armée de Libération de la Palestine (ALP) qui est stationnée dans plusieurs pays arabes, a été étudié de même qu'un projet unifié de financement des or-

ganisations de masse. Le CNP a accordé une place particulière au soutien du Mouvement National au Liban et surtout dans la lutte du Sud contre les sionistes. La nouvelle de l'assassinat d'Ali Hassan Salameh par les agents des sionistes le 22 janvier a provoqué un profond émoi au CNP. Plusieurs messages de condoléance ont été lus, saluant le courage d'Ali Salameh, membre du FATH depuis 1963. Ses compagnons assassinés sont au nombre de quatre. Deux civils ont été tués dans l'explosion.

Iran : malgré la fermeture des aéroports



L'aéroport de Téhéran reste bloqué par l'armée.

KHOMEINY MAINTIEN SON RETOUR

Les autorités militaires de Téhéran ont annoncé mercredi soir que tous les aéroports iraniens seraient fermés pour trois jours. Le Premier ministre Bakhtiar, qui avait justifié l'occupation de l'aéroport de Téhéran par l'armée en prétextant d'éventuels sabotages de la part de cette même armée, a demandé maintenant à Khomeiny qu'il

Les troupes qui ont pris position dans la nuit de mardi à mercredi autour de l'aéroport de Téhéran ne semblent pas prêtes à lever le siège, malgré la nouvelle qui a couru mercredi soir de la réouverture de l'aéroport. Tout porte à croire que Bakhtiar est décidé à empêcher le retour de Khomeiny. Le Premier ministre a dépêché plusieurs représentants de son gouvernement auprès du dirigeant de l'opposition religieuse, pour tenter d'obtenir un délai supplémentaire et retarder ainsi le retour de Khomeiny. Le temps peut-il jouer en faveur du Premier ministre, qui profite du répit créé par l'attente pour présenter ses projets de réforme au Parlement iranien ? Des lois qu'il a proposées au Majlef (Parlement) jeudi

concernant la dissolution de la Savak et la constitution d'une juridiction exceptionnelle pour juger les coupables des massacres et de la corruption. Mais l'heure n'est plus aux transformations de façade, qui ne peuvent sauver le régime en ne s'attaquant qu'à ses tares les plus voyantes. Le jeu de Bakhtiar présente un danger pour son propre gouvernement. En effet l'armée, consciente de son pouvoir, et étant la seule force capable de défendre le régime, pourrait être amenée à se passer de Bakhtiar qu'elle porte à bout de bras. Les récentes démonstrations faites par les «immortels», gardes personnels du Shah, et la déclaration faite par leur chef le général Nachat montrent le danger représenté par les partisans

retarde son retour, invoquant l'existence d'un complot contre le chef religieux. De son côté, l'opposition religieuse a indiqué à Paris que l'ayatollah Khomeiny s'envolera pour l'Iran, comme prévu, vendredi à 1 heure du matin, mais qu'en cas d'impossibilité d'atterrir, il ferait demi-tour pour rentrer en France.

du Shah. Ces derniers essaient de relever la tête. C'est ainsi que dans les rues de Téhéran, quelques centaines de représentants de la grande bourgeoisie ont participé à plusieurs manifestations pour affirmer leur soutien au Shah. Bien qu'ultra-minoritaires, ces démonstrations indiquent que les plus hostiles à un mouvement populaire n'ont pas renoncé à réapparaître.

De son côté, l'opposition religieuse qui a pris la décision de maintenir le retour de Khomeiny pour vendredi, poursuit les négociations avec les autorités locales de Téhéran sans céder jusqu'ici aux suppliques de Bakhtiar, qui, s'il ne peut empêcher l'ayatollah de rentrer en Iran, voudrait obtenir qu'il renonce à se rendre au

cimetière de la capitale où il doit prononcer un «discours-programme». Un proche de l'ayatollah confirmait mercredi : «Nous atterrirons», indiquant que l'opposition religieuse prend un «risque calculé» en maintenant son retour. Un membre de l'entourage de l'ayatollah a précisé : «Nous sommes en train de nous préparer. Si l'armée, les Américains et le monde entier veulent que l'Iran se stabilise, qu'ils nous laissent tranquilles. Mais s'ils interviennent, la lutte armée remplacera la stratégie actuelle». Selon certaines estimations, neuf ou dix millions de personnes se mobiliseront pour accueillir Khomeiny, vendredi matin, à Téhéran.

Frank ROUSSEL

● Discours annuel de Carter un «non message»

Dans les couloirs du Congrès américain on appelle cela un non-message, selon l'expression des responsables républicains. Les dents plus éclatantes que jamais, Carter a produit un discours particulièrement terne à l'occasion de son message sur l'Etat de l'Union. En matière de lutte contre l'inflation, il a annoncé qu'il poursuivait, mais les vrais problèmes seront évoqués ultérieurement. C'est en matière de politique étrangère que Carter s'est cantonné à un silence bavard : rien sur l'Iran sinon que les Etats-Unis «œuvraient à la recherche de solutions pacifiques» comme en Namibie, Nicaragua, Chypre et Rhodésie. Sur le Moyen-Orient, il a annoncé qu'il utiliserait l'influence américaine pour parvenir «à une paix durable entre l'Egypte et Israël». Face aux modifications rapides de la situation internationale, il est resté très discret ; il a constaté que «fort peu de problèmes peuvent être réglés par les Etats-Unis seuls». Il a lancé sa proposition de «nouvelle fondation». Il affirmait que «la question n'est pas de savoir quelle superpuissance dominera le monde. Aucune ne le peut ni le veut. Le choix est entre un monde d'anarchie et de destruction ou un monde de coopération et de paix». Les actes des Russes sont une illustration négative de cette assertion. Mais il est vrai que ce que Carter appelle la coopération est la négociation du type de la négociation SALT. «Notre force de dissuasion est écrasante et je ne signerai pas d'accord à moins que cette force reste écrasante» a-t-il déclaré en rappelant qu'un seul sous-marin porteur d'engins Poséidon pouvait raser «toutes les villes grandes et moyennes de l'URSS» qui voulait-il impressionner ? Brejnev qui, il y a peu, disait aux sénateurs américains que l'URSS a les moyens de détruire les Etats-Unis ? Celui-là n'hésite pas à l'abri de cette menace à multiplier les agressions dans le monde. Ce que voulait Carter semble-t-il c'est d'abord impressionner les adversaires de l'accord SALT au Congrès.

● ONU : réunion du Comité sur le désarmement

Pour la première fois le Comité sur le désarmement se réunit à Genève. Sa création a été décidée lors de la réunion extraordinaire de l'ONU. Elle répondait au vœu des pays du Tiers Monde et du gouvernement français, que les superpuissances y aient une moindre domination que celle que leur confèrait la co-présidence. Cependant il apparaît toujours que les deux superpuissances ne sont pas prêtes à engager un réel désarmement, tel que le souhaitent les pays du Tiers Monde.

● Gromyko à Rome

Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, effectue une visite officielle en Italie. Il s'est prononcé pour un arrêt de la course aux armements. Il avait été précédé la semaine dernière par une lettre de Brejnev qui exigeait que l'Italie renonce à une éventuelle vente d'armes à la Chine.

«La lettre de Brejnev est une ingérence inadmissible et une tentative soviétique d'exercer un chantage à l'égard de l'Italie et de l'Europe de l'Ouest» a déclaré Fabrizio Cicchitto responsable du Parti socialiste italien. Pietro Longo, secrétaire du Parti social-démocrate affirmait, pour sa part, que cette lettre était comparable à la lettre d'un gouverneur à un proconsul de province. Le porte-parole pour les Affaires étrangères du Parti démocrate-chrétien déclarait que «l'Italie devait prendre ses décisions de façon indépendante et ne pouvait faire autrement que combattre les tendances expansionnistes et celles qui visaient à encercler les nations poursuivant une stratégie mondiale différente».

● ALGERIE - FRANCE

La semaine dernière, le gouvernement algérien a décidé de confier à un consortium franco-italien, qui associe Technip et une filiale de l'ENI, l'installation d'une troisième usine de liquéfaction de gaz naturel d'Arzew. Ce contrat est financé pour la moitié par un crédit public français de 2,55 milliards de francs. Il s'agit du plus important prêt jamais consenti par la France à

l'Algérie pour une seule opération.

● URSS :

23 ECRIVAINS CONTRE LA CENSURE
23 écrivains ont décidé de publier un livre rassemblant leurs œuvres refusées par la censure. Cette initiative vient d'écrivains pour une grande partie membre de l'Union des écrivains, certains très connus comme Voznessenski, ou Akhmadouline. Le volume représente près de sept cent pages.

● **Italie : un syndicaliste assassiné par les «B.R.»**

Pour la première fois, les «Brigades rouges» ont assassiné un syndicaliste mercredi, à Gênes.

Guido Rossa, 45 ans, syndicaliste et membre du conseil de l'usine «Italsider» a été abattu à coups de revolver alors qu'il prenait sa voiture pour se rendre au travail. Un coup de téléphone d'un correspondant se réclamant des «B.R.» a revendiqué l'attentat. Guido Rossa avait dénoncé en octobre un collègue d'usine qui distribuait des tracts des «B.R.» et il avait témoigné contre lui à son procès. Les centrales syndicales et les partis politiques ont appelé à des manifestations et des débrayages pour jeudi. Sans doute l'attentat sera-t-il exploité par les grands partis pour renouer avec le mot d'ordre de «défense de l'État», largement mis en avant lors de l'affaire Moro.

Ce meurtre intervient alors que la tension s'approfondit entre les deux grands partis italiens, la DC et le PCI. Le PCI semble en perte de vitesse, à la veille de son Congrès de mars prochain et paraît de plus en plus mal à l'aise dans sa position en porte à faux, entre sa participation à la majorité parlementaire et ses difficultés à faire valoir ses vues sur diverses questions telles que l'Europe. Surtout, il est confronté au mécontentement croissant de la base, face au plan d'austérité auquel Berlinguer a apporté son soutien.

● **Rive de Gier : opération ville isolée**

Opération ville fermée mercredi à Rive de Gier, où les ouvriers de Marrel (Creusot Loire) ont bloqué de 9 heures à 17 heures tous les accès routiers et ferroviaires qui mènent à la ville. Ce mouvement a pour but de protester contre 728 nouveaux licenciements prévus à Marrel, et qui toucheraient 65 % des OS et la moitié des OP de l'usine. En 18 mois, 500 emplois ont déjà été supprimés sur l'usine faisant tomber les effectifs de 2 000 à 1 500 travailleurs. Avec ces licenciements prévus chez Marrel, un travailleur actif sur quatre sera chômeur à Rive sur Gier. L'opération «ville isolée» s'est accompagnée de débrayages de 2 h 30 dans les autres entreprises de la ville.

KAMPUCHÉA **UNE NOUVELLE PHASE DE LA RESISTANCE**

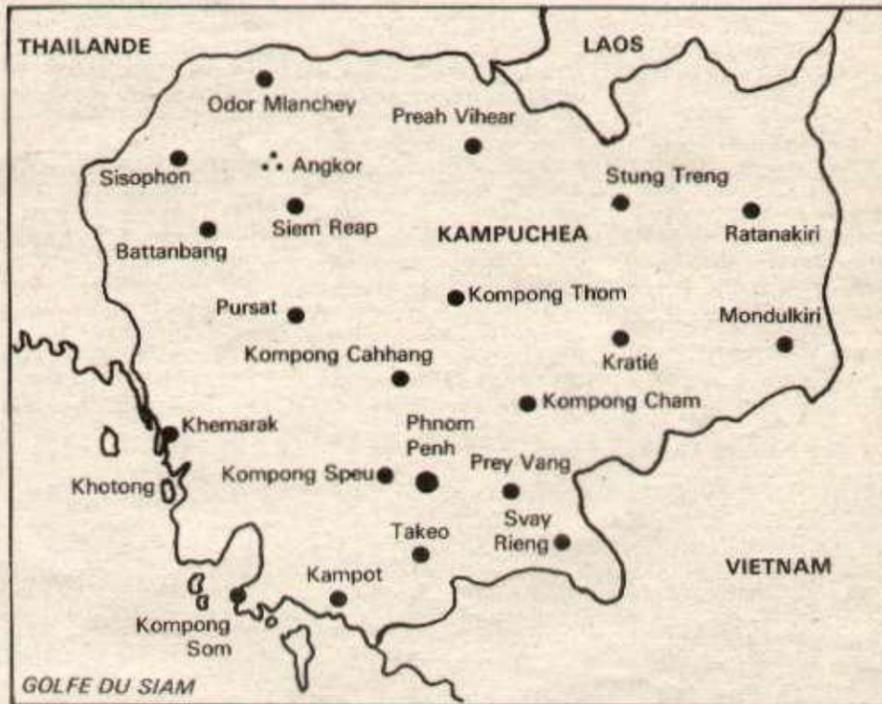
● Des avions modernes de fabrication soviétique ou américaine effectuent chaque jour de 50 à 100 raids à partir du Vietnam et du Cambodge contre les forces de libération kampuchéennes rapporte l'agence UPI. Les bombes à billes puisées dans les

stocks américains ont été déversées dans certaines régions. Cela atteste à l'échelle du pays de l'ampleur de la résistance rencontrée par les envahisseurs vietnamiens.

Les premiers bilans militaires ont été rendus publics par la radio du Kampuchéa démocratique, qui rapporte chaque jour des combats dans toutes les régions du pays. Selon les dernières informations de source cambodgienne les combats sont importants dans tout le Sud Ouest du pays, notamment les provinces de Mon Dolkiri, sur la route reliant Phnom Penh au Vietnam, le long du Mékong.

Les combats sont portés jusqu'à l'intérieur de la capitale par les forces patriotiques, puisque selon la radio du Kampuchéa démocratique, dix soldats des troupes vietnamiennes d'occupation ont été tués par un commando, le 12 janvier, devant l'hôpital des bonzes à Phnom Penh, les deux camions dans lesquels ils se trouvaient ont été détruits.

Toujours selon la radio du Kampuchéa démocratique, cinquante soldats vietnamiens avaient été tués la veille, et leur camion détruit, dans le village de Arei Khsat, proche de la capitale du Kampuchéa.



En Thaïlande, les services de renseignement suivent avec attention le déroulement des événements et les analysent ; leurs observations confirment l'intensité des combats, rapportés par la radio cambodgienne. Selon le *New York Times*,

«les forces kampuchéennes qui s'étaient dispersées lors de l'avance des troupes vietnamiennes vers l'Ouest se livrent maintenant à une résistance plus énergique que durant l'offensive vietnamienne». Analysant la tactique des forces kampuchéennes, «des personnalités des services de renseignement signalent que la tactique des Khmers rouges est d'éviter pratiquement à 100 % tout engagement de front avec les troupes d'invasion ; au contraire, ils ont laissé passer le gros des forces vietnamiennes pour attaquer ensuite l'arrière-garde et harceler les lignes ennemies».

L'une des batailles les plus importantes paraît se dérouler dans la région de Kompong Som et sur l'île de Koh Kong. La radio du Kampuchéa rapporte des combats particulièrement

violents qui ont eu lieu le 12 janvier au cours desquels «des centaines d'ennemis ont été anéantis». L'armée révolutionnaire kampuchéenne a fait sauter tous les ponts du port de Kompong Som sur l'île de Koh Kong ; des attaques ont été lancées auxquelles ont participé deux destroyers vietnamiens de mille tonnes porteurs de missiles... Le 20 janvier l'AFP signalait que des forces importantes de la marine et de l'aviation vietnamiennes ont participé à une tentative de débarquement. Le 21 janvier le correspondant d'Associated Press a pu approcher de la côte en bateau. Il a pu voir des navires battant pavillon du FUNSK. A Bangkok, des experts militaires ont pu en identifier deux. L'un s'est avéré être un patrouilleur américain donné au Sud Vietnam en 1970.

En réponse à l'appel à la solidarité lancé par le Front populaire de libération de l'Erythrée le 21 décembre 1978, les organisations signataires décident de s'associer à la campagne visant à rassembler les 20 000 tonnes de vivres, de lait en poudre, de médicaments, de vêtements, de tentes et de couvertures.

La guerre fait rage en Erythrée. Depuis le 18 novembre 1978, 13 000 Erythréens ont été tués ou gravement blessés et plus de 1 000 000, fuyant des déluges de feu, se cachent dans la montagne. 176 villages ont été totalement ou partiellement détruits, de vastes zones cultivées brûlées, et le bétail décimé.

Aujourd'hui, un demi-million d'Erythréens sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. Manquant d'abris, de nourriture et de soins, ils sont en danger de mort. 300 000 autres survivent à la tragédie d'un exode interminable au Soudan.

Depuis 18 ans, le peuple érythréen lutte les armes à la main pour son indépendance nationale.

Il s'est d'abord opposé au régime d'Haïlé Sélassié, soutenu par l'impérialisme US, contribuant fortement à la chute de ce régime féodal. Aujourd'hui, il doit faire face à l'agression armée de la junte militaire éthiopienne aux prétentions socialisantes. 120 000 soldats éthiopiens, dotés d'un formidable arsenal de guerre, dirigés par des centaines d'officiers supérieurs soviétiques dont 13 généraux, tentent par une nouvelle offensive déclenchée le 18 novembre 1978 d'écraser le peuple érythréen et sa révolution.

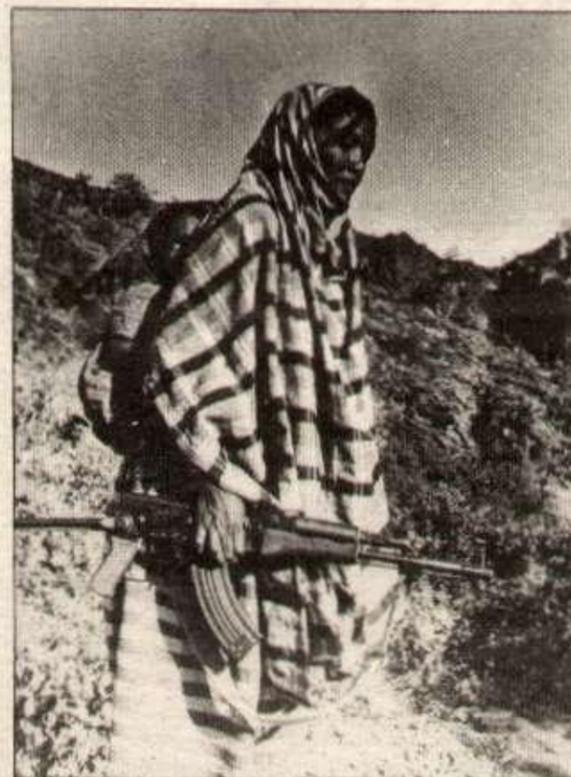
Pour les anti-impérialistes en France, soutenir la lutte du peuple érythréen, dénoncer ses agresseurs et briser le complot du silence est aujourd'hui une tâche prioritaire car cette lutte est exemplaire de luttes des peuples dominés pour leur libération. Cette lutte rejoint aussi celle des travailleurs en France contre leurs exploiters.

Les organisations signataires appellent tous leurs militants et tous les anti-impérialistes à organiser partout en France des manifestations de soutien et de solidarité.

Elles se fixent comme objectif de réunir dans les plus brefs délais, un million de francs à verser au compte du comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen, 50 rue du Faubourg Saint-Antoine 75 012 Paris. Compte bancaire : CCF Paris Saint Dominique 091 540 9780 (mention «campagne un million pour l'Erythrée»).

Elles organisent dans les semaines qui viennent un meeting à la Mutualité à Paris. CEDETIM, LCR, OCF (ml), OCT, PCML, PCR ml, PSU, UTCL.

UN MILLION POUR L'ERYTHREE



Combattante de l'Armée populaire de libération du FPLE (Photo FPLE)

COMMUNIQUÉS

Pour le droit à l'emploi des femmes

«Les féministes de la région parisienne ne sont jamais apparues en tant que mouvement de libération des femmes pour intervenir spécifiquement sur les problèmes que les femmes rencontrent pour gagner leur vie. Pourtant, c'est vital, c'est pas de la tarte et ça va de pire en pire.»

Le 8 mars 79 approche et nous voulons organiser avec les féministes que ça intéresse, un meeting ou des forums sur notre droit à l'emploi pour le 10 mars. Nous, des féministes isolées et des groupes femmes d'entreprises de la région, nous avons commencé à préparer ce projet et appelons toutes celles que ça intéresse, à venir en discuter samedi 27 janvier à 14 h 30, à Jussieu tour 46».

Nancy

Le 19 janvier, les résidents du Foyer Sonacotra (rue Phalsbourg) exigent du gérant qu'il ouvre la chambre d'un résident de retour de vacances. Le gérant appelle la police qui matraque 8 résidents. Une quarantaine d'entre eux se dirigent vers le commissariat pour protester. Alors plusieurs dizaines de policiers chargent, matraquent et lâchent les chiens. Il y a plusieurs blessés.

La lutte continue. Ni les procès, ni les matraques n'ont entamé la mobilisation des résidents.

MEETING VENDREDI 26 JANVIER 20 h 30 FACULTE DE DROIT - NANCY

Une manifestation est prévue pour le samedi 3 février.